



Conseil économique et social

Distr. générale
11 février 2016
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe

Comité exécutif

Centre pour la facilitation du commerce et les transactions électroniques

Vingt-deuxième session

Genève, 21 et 22 avril 2016

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Questions découlant des travaux menés depuis la vingt et unième session et faits nouveaux intervenues au plan international

Note du secrétariat

Résumé

Le secrétariat rendra compte des questions découlant des travaux menés depuis la vingt et unième session. Le présent document présente un résumé des principaux événements internationaux se rapportant au CEFACT-ONU et un aperçu des activités de communication et d'appui menées par le secrétariat pour améliorer l'application des recommandations, normes et outils de la CEE et du CEFACT-ONU.

Le présent document est distribué pour information*

* Le présent document est soumis conformément au Programme de travail du CEFACT-ONU pour 2015-2016, ECE/EX/2015/L.14.

GE.16-01924 (F) 100316 100316



* 1 6 0 1 9 2 4 *

Merci de recycler



I. Comité exécutif de la CEE

A. Décisions du Comité exécutif concernant le CEFACT-ONU

1. À sa soixante-dix-septième session, le 18 mai 2015, le Comité exécutif a approuvé le Programme de travail du CEFACT-ONU pour la période 2015-2016, qui est annexé au document ECE/EX/2015/L.14.

B. Groupe de contact du Comité exécutif et du CEFACT-ONU

2. À sa soixante-septième session, le Comité exécutif a décidé de créer un groupe de contact pour assurer la liaison avec le Bureau et la présidence du CEFACT-ONU.

3. Le nouveau Président du Bureau du CEFACT-ONU, M. Lance Thompson, élu le 17 février 2015, a rencontré le Groupe de contact le 25 mars 2015. Il a présenté les activités du CEFACT-ONU et donné un aperçu de la stratégie qu'il entendait mettre en œuvre pour faire évoluer le CEFACT-ONU dans les années à venir.

4. Le Président a également rencontré le Groupe de contact le 21 septembre 2015 afin de le tenir informé des activités présentes et prévues du CEFACT-ONU.

5. Le Groupe de contact s'est déclaré satisfait par ces réunions et a indiqué qu'elles devaient être reconduites à l'avenir.

II. Faits nouveaux intervenus sur le plan international

A. Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur la facilitation des échanges

6. L'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges reste une des initiatives internationales les plus importantes pour les travaux du CEFACT-ONU. Il établit un cadre légal pour mettre en œuvre beaucoup des recommandations et des normes de la CEE et du CEFACT-ONU élaborées depuis cinquante ans. En outre, il contribue à dynamiser puissamment la volonté politique d'appliquer ces mesures.

7. À la date du 20 janvier 2016, 68 pays avaient ratifié l'Accord. Il faut que 108 pays (soit les deux tiers des membres de l'OMC) aient ratifié l'Accord pour que celui-ci puisse entrer en vigueur.

8. Plusieurs recommandations nouvelles ou révisées de la CEE et du CEFACT-ONU concourent directement à l'application de l'Accord sur la facilitation des échanges. C'est notamment le cas des recommandations ci-après :

- Révision de la Recommandation n° 4 de la CEE relative aux organismes nationaux de facilitation du commerce ;
- Recommandation n° 40 de la CEE relative aux méthodes de consultation.

9. En outre, le secrétariat de la CEE a travaillé activement à l'application de l'Accord. Les activités suivantes ont, notamment, été menées :

- Organisation d'un atelier au cours de la dixième Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Nairobi en décembre 2015 : Agir pour l'Accord sur la facilitation du commerce : le rôle des normes et des cadres réglementaires (www.unece.org/index.php?id=41713) ;
- Organisation en commun de la réunion du Partenariat mondial pour la facilitation du commerce à Genève¹, en avril 2015 : le rôle du secteur privé dans la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (<http://www.unece.org/?id=39561>) ;
- Organisation d'un séminaire sur l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges et les comités nationaux de facilitation des échanges, à Kiev (Ukraine), en février 2015 (www.unece.org/index.php?id=42113) ;
- Participation à des réunions et ateliers internationaux afin de démontrer le rôle du CEFACT-ONU dans la promotion de la mise en œuvre de l'Accord (voir sect. III ci-après).

10. Dans les années qui viennent, les organisations internationales et les donateurs s'occuperont principalement d'aider les pays à analyser leurs besoins en vue de l'application de l'Accord et à les soutenir dans la mise en œuvre concrète. Il est primordial de coordonner l'appui qu'apporteront les diverses organisations internationales dans ce domaine, afin de garantir des services efficaces et d'éviter le double emploi.

11. À cette fin, la CEE a signé, en avril 2015, un mémorandum d'accord² avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et avec le Centre du commerce international (ITC) en vue de coordonner les activités d'appui à la mise en œuvre de l'Accord et d'élaborer et fournir des produits et des services d'appui communs. Des résultats tangibles ont été atteints grâce à ce mémorandum d'accord, notamment la refonte du Guide de la CEE sur la facilitation du commerce, qui est devenu le Guide de l'ONU sur la facilitation du commerce, et l'utilisation conjointe de cet outil comme dispositif clef pour l'apprentissage de la facilitation du commerce. De même, les trois organisations contribuent ensemble à la base de données de la CNUCED sur les organes nationaux de facilitation des échanges³ et la récente publication de l'ITC concernant la création de tels organes est fondée principalement sur la recommandation 4 de la CEE. Plusieurs publications connexes ont été diffusées conjointement par les trois organisations. Le mémorandum d'accord a pour but de renforcer encore la coopération entre ces organisations.

12. La CEE a également signé un mémorandum d'accord avec l'Association internationale du transport aérien (IATA), en mai 2015⁴, et les deux organes travaillent ensemble pour étudier les moyens d'aider les pays en développement à donner plus d'efficacité à leur réseau de transport aérien de marchandises et à améliorer, du même coup, leur compétitivité et leur potentiel de croissance économique.

¹ Le Partenariat compte parmi ses membres la Banque mondiale, la Chambre de commerce internationale (CCI), le Centre du commerce international (ITC), l'OCDE, la CNUCED, la CEE, la CESAP, l'ONUDI et l'Organisation mondiale des douanes (OMD) – voir <http://www.gfptt.org/partners> pour la liste complète des membres.

² https://www.unece.org/fileadmin/DAM/cefact/mou/MoU_between_UNECE__ITC_and_UNCTAD_22_04_2015.pdf.

³ <http://unctad.org/en/DTL/TLB/Pages/TF/Committees/default.aspx>.

⁴ <https://www.iata.org/pressroom/pr/Pages/2015-05-12-01.aspx>.

B. Objectifs de développement durable de l'ONU

13. Les Objectifs de développement durable (ODD) sont un ensemble de buts traduisant des ambitions mondiales et comprenant 169 cibles, que l'Assemblée générale des Nations Unies a adoptés le 25 septembre 2015 (A/RES/70/1)⁵. Ils sont appelés à former un point de repère essentiel pour toutes les actions de développement et, en particulier, pour celles qui seront menées par l'ONU dans les années qui viennent.

14. Les activités entreprises par le CEFACT-ONU peuvent contribuer dans une large mesure à la réalisation des ODD. Les recommandations, normes et outils du CEFACT-ONU permettent de rendre les échanges commerciaux entre les pays plus simples, plus rapides et moins onéreux, favorisant ainsi la croissance, la productivité et l'emploi. Des outils électroniques tels que le guichet unique et les systèmes de commerce dématérialisés, dont le CEFACT-ONU fait la promotion, facilitent les opérations commerciales des entreprises, limitent l'utilisation du papier et permettent un meilleur recouvrement de l'impôt. Les recommandations et normes du CEFACT-ONU ont également des retombées sur un large éventail d'ODD, y compris sur des objectifs primordiaux comme l'élimination de la pauvreté (ODD 1) et la réduction des inégalités au sein des pays et entre les pays (ODD 10). Les travaux du CEFACT-ONU contribuent à la réalisation des objectifs de viabilité de l'environnement, par exemple en permettant l'échange d'informations en vue de soutenir une pêche durable ou la sécurité du transport de marchandises dangereuses. Il faut par conséquent s'attendre à ce que le CEFACT-ONU devienne un acteur important dans la réalisation des ODD.

15. La CEE a établi une publication succincte consacrée au lien entre les travaux du CEFACT-ONU et les ODD, publication que l'on trouvera à l'adresse : https://www.unece.org/fileadmin/DAM/cefact/publica/UNCEFACT_and_the_SDGs.pdf.

III. Services d'information et d'appui

16. En janvier 2016, la CEE a achevé son projet de collaboration avec le Gouvernement grec et le groupe spécial de la Commission européenne pour la Grèce (TFGR) en vue de contribuer à l'exécution de la stratégie et du plan d'action grecs de facilitation des échanges (élaborés en 2012 avec le concours du secrétariat de la CEE)⁶. Ce projet a apporté des avantages tangibles à l'économie grecque, comme en témoignent les grands progrès recensés dans le rapport de la Banque mondiale intitulé « Doing Business » et l'Indice de performance logistique pour la période considérée. On trouvera des renseignements détaillés à l'adresse : <http://tfig.unece.org/cases/Greece.pdf>.

17. S'appuyant sur ses travaux en faveur de la facilitation des échanges en Grèce et dans d'autres pays, le secrétariat a rédigé, avec l'appui du CEFACT-ONU, un Guide sur l'élaboration d'une stratégie nationale pour la facilitation du commerce. Celui-ci peut être consulté à l'adresse : <http://www.unece.org/index.php?id=41781>.

18. Le secrétariat a également fourni aux États Membres de l'ONU, à la demande des gouvernements ou d'organisations internationales, un appui informationnel axé sur son principal domaine de compétence. Cet appui a notamment pris les formes suivantes :

- Aide l'ONUDI pour mettre en place et dispenser une formation à l'analyse des processus commerciaux dans le secteur des cuirs et peaux et de la chaussure en cuir (à la demande de l'ONUDI) ;

⁵ http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=E.

⁶ http://www.mindev.gov.gr/wp-content/uploads/2012/06/Greece_Trade_Facilitation_Strategy_Roadmap_Oct-2012.pdf.

- Séances de présentation des normes et outils du CEFACT-ONU aux entreprises de transport aérien de marchandises membres de l'IATA en vue de réduire les inefficacités dans l'échange d'informations (à la demande de l'IATA) ;
- Présentation des recommandations, normes et outils de la CEE et du CEFACT-ONU aux États membres de l'UE à Budapest, afin d'appuyer l'application de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges (à la demande de la Commission européenne).

19. En 2014-2015, les commissions régionales de l'ONU (CEA, CEE, CEPALC, CESAP et CESA) ⁷, agissant en collaboration avec la CNUCED, l'OCDE, l'ITC et quelques autres organisations internationales, ont mené une enquête à l'échelle mondiale pour recueillir des données et des informations concernant la facilitation des échanges et le commerce dématérialisé dans leurs États membres respectifs. Les rapports sur ces enquêtes peuvent être consultés à l'adresse : <http://unnex.unescap.org/UNTFSurvey2015.asp>.

A. Guide de la facilitation du commerce

20. Le Guide pratique de l'ONU relatif à la facilitation du commerce est un outil de gestion des connaissances et de formation en ligne qui vise à aider les pays à simplifier et à harmoniser les procédures commerciales transfrontières et les flux d'information. Il présente les principaux instruments et outils de facilitation du commerce ainsi que des liens vers des références extérieures et des sources d'information provenant de toutes les organisations internationales clefs qui sont parties prenantes en la matière. Il constitue un instrument primordial pour la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges.

21. Le Guide est disponible en anglais, français, russe, espagnol et arabe. La version arabe a été lancée en avril 2015.

22. En 2015, avec l'appui du Gouvernement suédois (initiateur du projet), le secrétariat a entrepris une refonte du Guide pratique. Ce travail comprend une actualisation complète de l'information provenant de toutes les organisations internationales et présentée dans le guide ; l'ajout de deux nouveaux itinéraires (un sur la façon de mettre en place un comité national de facilitation des échanges et l'autre sur la façon d'élaborer une stratégie nationale de facilitation des échanges) ; l'ajout d'information provenant de nouvelles institutions (en particulier de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)) concernant les infrastructures d'expérimentation et de qualité ; et l'ajout ou l'actualisation d'études de cas. Cette nouvelle version devrait être mise en ligne au deuxième trimestre de 2016.

23. Le Guide pratique relatif à la facilitation du commerce est devenu une référence majeure pour les responsables et acteurs de la facilitation du commerce dans le monde. Le site Web du Guide est consulté environ 500 000 fois par mois, et il a totalisé 6,7 millions de connexions en provenance de 170 pays en 2015. Il a accueilli plus de 330 000 visiteurs uniques depuis trois ans.

⁷ Commission économique pour l'Afrique, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale.

B. Services consultatifs régionaux en 2015 et 2016

24. Le Conseiller régional a continué de diriger des projets et des activités visant à aider les pays à mettre en œuvre les recommandations et les normes de la CEE en matière de facilitation du commerce. Il a continué d'assurer la gestion du projet russe sur la facilitation des échanges et le système de guichet unique pour les États membres de l'Union économique eurasienn⁸ et, en coopération avec la Commission économique eurasienn, il a organisé deux séminaires de formation de formateurs à l'analyse des processus commerciaux. Il a participé à deux séminaires nationaux consacrés à la mise en œuvre des décisions et des produits issus de projets. Les résultats du projet ont été publiés en trois volumes, notamment dans le Recueil des actes juridiques pour 2014 et 2015 relatifs à la mise en place et à la mise au point du mécanisme du guichet unique dans les États membres de l'Union économique eurasienn (« Сборник правовых актов за 2014-2015 годы по внедрению и развитию механизма 'единого окна' в государствах-членах Евразийского таможенного союза »). Ces résultats comprennent notamment les orientations générales concernant la création de guichets uniques dans l'Union économique eurasienn, un plan d'application de ces orientations générales, et les décisions pertinentes prises au plus haut niveau par les dirigeants des pays pour appliquer les orientations générales et le plan. Des experts du CEFACT-ONU, notamment deux des Vice-Présidents, ont apporté leur concours à ce processus. À l'issue de ces travaux, des experts de la Commission économique eurasienn ont participé à la rédaction de la Recommandation 36 de la CEE relative à l'interopérabilité des guichets uniques.

25. Le Conseiller régional a continué d'apporter son aide pour le programme de facilitation du commerce en Ukraine, notamment pour les activités suivantes : une évaluation de l'état de préparation de l'Ukraine pour appliquer l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges a été réalisée afin d'aider le pays à déterminer avec précision son état de préparation à ces mesures (mesures des catégories A, B et C définies dans l'Accord) ; une évaluation collégiale du système de communauté portuaire (guichet unique local) à Odessa (voir www.singlewindow.org) a été menée ; et une étude consacrée à la mise en place d'un guichet unique local grâce à un partenariat public-privé a été réalisée. L'élaboration du projet de stratégie nationale de facilitation du commerce s'est poursuivie, et le texte doit être approuvé officiellement et parachevé par le Gouvernement. Le Groupe de travail interinstitutions sur la facilitation du commerce et la logistique de l'Ukraine a continué de bénéficier d'une aide, notamment en vue de sa transformation en comité national de facilitation du commerce au sens de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges.

26. Une évaluation de l'état de préparation du Kazakhstan à l'application de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges et un séminaire de formation à la mise en œuvre des mesures de facilitation du commerce (particulièrement en lien avec l'Accord) ont été organisés au cours de cette période.

27. Les deux projets susmentionnés ont été menés en coopération avec la CNUCED.

28. Le Conseiller régional continue de contribuer aux travaux sur le commerce menés au titre du Programme spécial des Nations Unies pour les pays d'Asie centrale (SPECA). En particulier, il a organisé un échange d'idées informel relatif aux futurs travaux du Groupe de travail thématique du SPECA sur le commerce, parallèlement à la réunion annuelle de l'OMC sur l'aide au commerce, en juillet 2015.

⁸ Arménie, Bélarus, Fédération de Russie, Kazakhstan et Kirghizistan.

29. Le Conseiller régional a organisé plusieurs activités de formation et missions consultatives :

a) Deux ateliers de formation fondés sur le Guide pratique relatif à la facilitation du commerce pour les pays en transition (Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Ukraine et Afghanistan), y compris un séminaire de formation organisé pour le Collège de formation des agents des douanes de l'OSCE à Douchanbé ;

b) Missions consultatives à l'appui de la facilitation du commerce pour les États parties à l'Accord de libre-échange centre-européen de 2006 (Balkans occidentaux et Moldova), l'Organisation de coopération économique de la mer Noire (OCEMN), la République tchèque et d'autres pays en transition ;

c) Autres missions consultatives et de création de capacités organisées en coopération avec divers partenaires de développement, dont le PNUD, la CNUCED, la Commission économique eurasiennne, l'Agence allemande de coopération internationale, et USAID.
